N° 2907 — 8e Année — CINQ CENTIMES — Mercredi 27 Mai 1896

RÉDACTION & ADMINISTRATION : ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon) TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs

L'abonnement continue sauf avis contraire.

# LE PETIT DE ROUBAIX

Journal Républicain Quotidien

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . 1 fr. 75 —
LOCALES . . . 1 fr. 50 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

## Dimanche 31 Mai

**l'Avenir de Roubaix-Tourcoing**

commencera la publication

D'UN ROMAN NOUVEAU

LA

# MENDIANTE D'AMOUR

PAR

**Pierre Decourcelle**

Cette œuvre est assurément la plus passionnante de toutes celles du fécond écrivain. Avec un talent de psychologue délicat et subtil il y a décrit l'état d'âme d'une malheureuse femme qui trahit l'amant qui l'adore — pour porter un amour à la propre somme de sa victime.

Les tortures et les idées de vengeance de la jalousie mises en opposition avec les tendresses filiales dans le même cœur féminin créent des situations terriblement pathétiques et qui, d'un bout à l'autre de l'ouvrage, laissent le lecteur dans l'anxiété et le trouble.

**LA MENDIANTE D'AMOUR**

est assurée d'un immense succès auprès du public.

## LES Municipalités ouvrières

Il y a déjà bien des années que nous avons dit dans l'*Avenir de Roubaix-Tourcoing* que les ouvriers auraient un jour leur large place dans les Conseils municipaux, par l'*évolution naturelle de l'esprit public* et par l'exercice continu du suffrage universel.

Ce mouvement est légitime autant qu'il est inévitable. Les personnes les plus ignorantes de l'histoire peuvent seules s'imaginer que les ouvriers vont rester au point où ils sont arrivés à la fin du dix-neuvième siècle et qu'ils n'iront pas plus loin.

Certainement les populations travailleuses vont s'élever de plus en plus, à mesure qu'elles s'instruiront et qu'elles s'organiseront; et cette ascension de la démocratie, bien loin d'inspirer des craintes aux républicains, ne doit leur causer que de la confiance et de la satisfaction.

Mais l'erreur serait grande de considérer ce mouvement comme ayant une tendance générale au collectivisme. Les ouvriers de France ne sont pas collectivistes. Tout le génie français est le moins tourné qu'il y ait vers les idées collectivistes. Nos travailleurs ne se mettent au service d'aucune secte ni d'aucune école, mais, tous, ils veulent améliorer leur sort et conquérir leur place au soleil; en quoi ils ont parfaitement raison, et nous devons saluer leur progrès comme le développement même de la démocratie et de la République.

Si on veut me permettre de me citer moi-même, je rappellerai que le livre des *Transformations sociales*, paru en 1894, contient un chapitre sur les *Municipalités ouvrières*, où cette évolution de la démocratie travailleuse est nettement indiquée.

Je demande à nos lecteurs la permission d'en transcrire ici quelques passages :

« Faire entrer les ouvriers dans les domaines de l'administration, de la responsabilité et de l'influence et leur assurer pacifiquement leur place dans la Société générale et dans l'Etat : c'est l'avènement prédit des nouvelles couches...

Dans tel centre industriel et minier, les ouvriers forment la partie la plus nombreuse du suffrage universel; ils se sentent les coudes à l'atelier, au cabaret et sur la place publique, où ils se réunissent le dimanche. Que les délégués de ce suffrage universel ouvrier franchissent le seuil de la mairie et s'assoient sur ses bancs, rien n'est plus indiqué... C'est tout naturel et tout juste.

« Ils ont acquis dans l'administration de leurs syndicats et de leurs caisses des notions qui leur seront ici fort utiles, et rien ne dit qu'ils gèreront plus mal les affaires municipales, qu'ils y apporteront des vues plus étroites et plus personnelles que les patrons et propriétaires qui, jusqu'alors, avaient par eux-mêmes et par leurs amis, employés et clients, occupé seuls les bureaux de la commune.

« Dans les villes plus considérables, où sont réunies toutes les formes de l'activité intellectuelle, artistique, commerciale, industrielle, les ouvriers peuvent encore espérer obtenir leur place dans les conseils, soit au premier, soit au second tour, en agissant avec discipline et habileté, en tirant parti des circonstances électorales au milieu desquelles ils sont placés. Tout cela est parfaitement légitime, et tout cela doit arriver, par la pratique du suffrage universel, par le développement de l'instruction et des mœurs comme par les progrès de l'industrie elle-même...

« Nous sommes dans une République parlementaire et représentative, dans un pays de suffrage universel; il importe à la sincérité de la représentation communale, à la bonne gestion des intérêts matériels et moraux, à l'ordre et à la paix de la cité, que les ouvriers aient leur part équitable, suivant leur nombre et suivant leur mérite, dans l'assemblée représentative de la cité.

« Ce mouvement n'est pas venu de Paris... Les partis constitués, les écoles socialistes et politiques auraient grand tort d'en revendiquer le mérite ou l'initiative... Ce mouvement appartient en propre à nos communes industrielles et agricoles : il est né de la situation sociale que les ouvriers se sont faite depuis trois quarts de siècle par leurs travaux, leurs services, et par leurs associations sous le régime de la liberté républicaine.

J'exprimais en même temps une ferme confiance, qui ne s'est pas trouvée vérifiée partout, très malheureusement : c'est que les ouvriers n'accepteraient en aucun cas l'alliance des partis monarchistes et rétrogrades.

On éprouve aujourd'hui le regret de constater que dans certains endroits, les ouvriers ont accepté ces alliances néfastes pour lesquelles ils trahissent leur cause et leur avenir, afin de se procurer un avantage immédiat et passager. C'est là une faute très grave, qui pourrait avoir les plus dangereuses conséquences, si on ne la signalait pas aussitôt, sans réserve, sans atténuation, au *jugement le plus sévère* de tous les démocrates éclairés et prévoyants.

Mais quant au mouvement propre des ouvriers pour s'élever dans l'administration des communes et du pays, pour exercer leur part d'autorité et d'influence, nous avons démontré que c'était un mouvement légitime autant qu'inévitable des populations travailleuses de ce siècle, et nous n'avons cessé de soutenir que la République, au lieu de s'inquiéter de ce mouvement, devait au contraire l'accueillir avec joie et avec espérance.

Et, en examinant ensuite diverses questions secondaires qui résultent de ce mouvement général, nous avons dit que la loi devrait bientôt reconnaître la nécessité d'une indemnité équitable pour les conseils municipaux ; parce que les communes qui élisent des conseillers ouvriers leur doivent une juste représentation de leur salaire, pendant les heures que ces ouvriers consacrent à l'administration des intérêts publics.

Qu'on nous pardonne ces longues citations! Nous avons voulu seulement rappeler que le mouvement ouvrier ne nous a pas pris au dépourvu ; que nous l'avons *au contraire annoncé* et encouragé et soutenu, depuis bien longtemps, et nous avons indiqué en même temps les pièges à éviter, les fautes à ne pas commettre.

Cette opinion n'est pas pour nous une opinion de circonstance : elle a toujours été la nôtre ; nous l'avons exposée sans relâche, sans découragement, et sous toutes les formes, depuis tant d'années que nous lutions pour la démocratie républicaine.

Si les réactionnaires et cléricaux nous ont combattu en toute occasion, avec une vivacité particulière, jusqu'à se liguer avec les collectivistes les plus caractérisés pour nous faire obstacle, c'est que probablement notre politique d'évolution démocratique leur paraît la plus redoutable pour leurs intérêts.

Hector DEPASSE.

## Echos et Nouvelles

Une grande émotion règne en Angleterre, dans le monde des marins et dans le monde dahaginaire depuis qu'on a constaté la présence sur les côtes de la Manche, à proximité des ports les plus fréquentés et des plages les mieux achalandées, d'une armée de requins. C'est au large de Portsmouth que le premier de ces redoutables monstres a été aperçu par un pêcheur, qui a même payé cette primeur de la perte d'un bras. Depuis, les squales pullulent partout; ils remontent même certaines rivières semant à la ronde une panique bien justifiée. On ne peut en conjecturer que les causes de l'émigration de ces horribles bêtes qui vivent d'ordinaire sous des climats plus chauds.

*

Avant de se rendre dans le Caucase, le tzarevitch Nicolas passera quelques jours, soit à Athènes, soit à Corfou, dans le château royal « Mon Repos. »

**

Au moment où la discussion se rouvre sur les cas de la mort de Gambetta, le « Masque de Fer » nous apprend ce qu'est devenu le pistolet avec lequel le célèbre tribun s'est blessé. L'arme qui, après la mort de Gambetta, était passée entre les mains d'un de ses plus intimes amis, M. Cendre, ancien directeur général des chemins de fer de l'Etat, a été la mort de ce dernier, légué à M. Gaston Thomson, député, qui en fait usage pour tuer le détenteur.

## Une interpellation de M. Jaurès

On lit dans le *Rappel* :

M. Jaurès a écrit hier à M. Barthou, ministre de l'intérieur, pour le prévenir que, jeudi prochain, jour de la rentrée de la Chambre, il déposerait une demande d'interpellation sur la signification du mouvement préfectoral, en ce qui concerne diverses nominations faites dans plusieurs départements du Midi.

En d'autres termes, le député socialiste de Carmaux veut questionner M. Barthou sur le déplacement de M. Planacassagne, préfet du Tarn, qui quitte l'administration pour entrer dans les finances, avec un poste de receveur particulier, alors que plusieurs autres préfets sont pourvus de grasses trésoreries générales.

M. Jaurès se fait fort de démontrer à la tribune que le préfet du Tarn, disgracié, n'a sorti aucun intérêt électoral des socialistes, mais qu'il a pris très nettement une attitude contre les cléricaux de ce département.

Est-ce pour rallier ceux-ci au ministère que M. Barthou a sacrifié M. Planacassagne? Voilà ce que M. Jaurès veut savoir, car il lui semble qu'il y a là une manœuvre politique que la Chambre doit être amenée à juger, ainsi, d'ailleurs, que l'envoi à Marseille d'un préfet réactionnaire qui s'était rendu impossible à Naples.

M. Jaurès se propose ensuite de traiter le cas de M. Doux qui reçoit de l'avancement du ministère de l'intérieur qui l'envoie dans son propre département.

Cette mesure a été prise pour récompenser ce fonctionnaire de son attitude dans la grève des verriers de Carmaux?

Enfin l'interpellateur dira un mot des nominations faites dans le département de l'Aube, département dont M. Turrel, ministre des travaux publics, est député. Le préfet et le sous-préfet de Narbonne, qui intéressent particulièrement M. Turrel, ont été changés.

M. Barthou aura encore à s'expliquer, au cours du débat, sur la disgrâce infligée au sous-préfet de Nogent-sur-Seine, M. Talôu.

Ce fonctionnaire est envoyé dans la dernière sous-préfecture de France, celle de Puget-Théniers. Cela parce que le père de M. Talôu est député du Lot et qu'il n'a cessé de voter pour le ministère Bourgeois.

# Nos Dépêches

*Par Fil Téléphonique Spécial*

## M. FELIX FAURE en Touraine

### A TOURS

Tours, 25 mai. — Le président de la République, accompagné par les ministres de l'intérieur et des travaux publics, a quitté ce matin la préfecture à huit heures et demie.

Le cortège a traversé les rues Buffon, Corneille, de la Selterie, des Halles, les places St-Clément et Gaston-Paillou, la rue Jules-Charpentier, la place Saint-Eloi et le boulevard Saint-Ayl. Sur tout le parcours, la plupart des maisons dans les quartiers ouvriers et commerçants étaient décorées et pavoisées.

**Neigre Hosp** matinale, l'affluence de la population était considérable. M. Félix Faure a été très acclamé.

Le landau présidentiel a dû s'arrêter à quatre ou cinq reprises pour permettre à des délégations d'offrir des bouquets au chef de l'Etat. Le plus beau a été donné par les dames de la halle.

La première visite a été pour l'asile de Clocheville. Cet établissement où sont reçus gratuitement les enfants de quatre à quatorze ans, a été fondé par la comtesse de Clocheville, en mémoire de son fils qu'elle a perdu à Tours. Il est merveilleusement aménagé d'après les dernières données de la science et passe pour un modèle du genre.

Le président de la République a remis des médailles d'honneur à deux religieuses.

De l'asile de Clocheville, le cortège s'est rendu à la gare d'Orléans où a eu lieu la pose de la première pierre de la nouvelle gare.

La foule est très nombreuse sur la place et elle crie chaleureusement : « Vive Félix Faure! » Un cri de : « A bas le Sénat » est proféré par un individu qui est arrêté, puis aussitôt relâché.

Un déjeuner intime a eu lieu à la Chambre de commerce.

Tours, 25 mai. — Après le banquet, le Président s'est rendu à deux heures au Champ de Mars où avait lieu la fête de gymnastique. M. Félix Faure a été reçu par M. Lelie, sénateur, président de l'Association des Sociétés de gymnastique du Centre, qui a remercié le Président de la République et lui a rappelé qu'avant d'avoir été investi de la magistrature suprême, il avait été aussi président de l'Union des Sociétés de gymnastique de France.

Le président a fait une distribution de palmes. Après cet en lieu le défilé et les mouvements d'ensemble. Le président a circulé ensuite dans les rangs des gymnastes, puis s'est rendu à trois heures un quart à l'hospice général.

Dans les quartiers ouvriers parcourus, le président a été aussi chaleureusement applaudi que dans le centre et de nombreuses fois lui ont été remis. M. Félix Faure s'est rendu ensuite dans l'amphithéâtre de l'école de médecine, il a remis des médailles d'honneur à des sœurs et et les a félicitées chaleureusement.

Il a décoré de la Légion d'honneur la supérieure et lui a donné l'accolade. La nouvelle religieuse en pleurait à dit : « Je n'en suis pas digne. »

Le président s'est rendu ensuite à la caserne de cavalerie où a eu lieu encore une distribution de décorations.

M. Faure est rentré à 6 heures 1/4 à la préfecture.

## L'ambassadeur de France à Berlin

Paris, 25 mai. — C'est le marquis de Noailles qui sera nommé ambassadeur de France à Berlin, en remplacement de M. Herbette.

Le marquis de Noailles qui est né en 1830 est le second fils du duc de Noailles.

Il a été successivement ministre de France à Washington, puis ambassadeur près le roi Humbert en 1876, et enfin ambassadeur à Constantinople de 1882 à 1886. Depuis cette époque il était en disponibilité sur sa demande.

## L'impôt sur la rente

Paris, 25 mai. — Nous pouvons annoncer que le Cabinet Méline s'est prononcé pour le principe de l'impôt, tant sur les rentes françaises que sur les rentes étrangères.

Le taux et le mode d'application de cet impôt seront vraisemblement arrêtés au conseil de demain mardi.

## UN DISCOURS de M. BOURGEOIS

Melun, 25 mai. — Aujourd'hui a eu lieu en l'honneur de M. Bastide, nouvellement élu sénateur, un banquet que présidait M. Léon Bourgeois. Y assistaient de nombreux députés, 300 délégués sénatoriaux et 150 maires.

### Toast à M. Bourgeois

M. Balandreau, maire et député de Melun a pris le premier la parole pour remercier les assistants et il a continué ainsi :

« Je suis personnel que M. Bourgeois recevrait un accueil chaleureux partout et si M. Bourgeois redevient président du Conseil, nous n'aurons pas une salle assez vaste pour le recevoir. (Applaudissements).

« Notre sympathie s'affirme sur le nom de M. Bourgeois parce qu'il y a derrière lui, l'idée de justice et de progrès et l'idée de réforme.

« En Seine-et-Marne, les électeurs du suffrage restreint se sont prononcés en nommant M. Bastide, comme ce seraient prononcés les élus du suffrage universel. »

M. Balandreau remercie M. Bourgeois, M. Mesureur et les autres représentants radicaux d'être venus à cette fête. On crie : « A bas le Sénat ! Vive Bourgeois ! Vive Mesureur ! »

M. Balandreau termine en buvant à la République, aux progrès, aux réformes et à leurs défenseurs les plus dévoués, à leurs promoteurs, les plus éloquents et les plus vaillants, M. Léon Bourgeois et M. Mesureur (Vifs applaudissements).

### Réponse de M. Bourgeois

Après quelques mots de M. Bastide M. Bourgeois se lève. De toute la salle retentissent les cris de : « Vive Bourgeois ! »

Cette ovation terminée l'ancien président du Conseil prend la parole en ces termes :

Le nom de M. Bastide est à lui seul un programme et un drapeau (Applaudissements).

C'est le vieux parti républicain que vous avez essayé de reconstituer que vous avez réformé ici et pour le reconstituer bien quelque dire et quelque chose (Applaudissements).

Nous ne venons pas ici faire de polite guerre. On nous en a fait assez pendant notre court passage aux affaires. On n'a cessé de faire des questions de personnes et on a été jusqu'à oublier qu'il ne fait pas mêler la politique extérieure aux affaires intérieures de la France. (Applaudissements).

Cette politique de personnes est sans dignité et sans lendemain. Je ne connais pas la politique de clientèle qu'on nous a accusés d'avoir faite. Je ne veux pas créer de personnalité ; ce qui doit déterminer un parti c'est un programme et ce sont les idées. Ce programme, c'est la réforme nécessaire de l'impôt, la réforme nécessaire des lois constitutionnelles. (Applaudissements).

#### La réforme de l'impôt

» De la réforme de l'impôt tout a été dit; il nous est bien difficile d'en parler en ce moment car nous ne savons pas encore après deux mois écoulés ce que nos successeurs pensent à notre projet.

» Ce que je vous proclamer, c'est qu'il faut se soumettre aux décisions de la Chambre issue du suffrage universel.

» La Chambre a déjà voté le principe de l'impôt sur le revenu et le principe de l'impôt progressif. Par le vote de la Chambre, ces principes ont été déclarés.

Nous n'abandonnerons pas nos principes et nous croyons que la Chambre ne reviendra sur ce fait antérieur.

Nous attendons encore le projet du gouvernement. Sera-ce l'impôt par cédule avec la rente ou sans la rente, une partie des gouvernementaux nous affirment que l'impôt sur la rente ce sera la banqueroute, et l'autre que cet impôt est nécessaire; il faudra bien qu'on trouve un système qui est l'impôt proportionnel ; l'impôt sur le revenu est le moins mal rente cette idée de socialisme. Il est plus équitable, c'est un impôt compensateur, le plus simple. Il est un peu difficile dans son application, mais qui impôt n'est pas difficile dans son application ?

Il faut bien connaître les facultés des contribuables afin de pouvoir les imposer. » (Applaudissements).

#### La révision

L'orateur passe ensuite à la question de la révision.

« Elle a été assez longtemps réclamée par les adversaires de la République, ce moment tous les républicains la repoussaient et le cas échéant la repousseraient encore pour ne pas faire le jeu des régimes déchus.

» Mais il est arrivé peu à peu que l'évidence s'est faite; il serait impossible de faire aboutir les réformes en face de l'opposition irréductible de l'une des deux assemblées.

En cette opposition est vous, de l'assemblée chargé par le suffrage indirect et improportionnel des électeurs.

Cette assemblée a émis la prétention de mettre la main sur la direction de la politique du pays.

A ce moment des interruptions se font entendre dans la tribune située au fond de la salle et où se trouvent des dames supplémentaires.

Il s'agit d'une fenêtre que quelques convives voulaient ouvrir et que d'autres voulaient laisser fermée.

Le calme les fait mettre d'accord pendant que M. Bourgeois est obligé d'interrompre son discours.

Le calme rétabli, M. Bourgeois reprend :

« J'avais cru un instant que c'était la chaleur de nos opinions qui troublait nos esprits mais c'est seulement la chaleur de la température.

Nous avons proclamé la politique des fenêtres ouvertes, pratiquons-la (On rit).

M. Bourgeois reprend son discours.

Il y a peut-être ici des partisans d'une assemblée unique (Cris sur plusieurs parties de la salle : oui ! oui ! et applaudissements).

Il faut cependant reconnaître qu'une heure difficile, le Sénat a rendu un service à la République. Il ne faut pas le supprimer, il faut simplement régler les rapports des deux assemblées.

Il est indispensable que le congrès vienne, dans un temps prochain, réviser les rapports. Il faut que la constitution vise quelle sera celle des deux assemblées qui réglera les conflits qui pourront survenir.

Il faut limiter les droits financiers du Sénat, il faut régler son pouvoir législatif. Il faut aussi que le vote de certaines lois est arrêté par le Sénat. Cris de : A bas le Sénat ! Messieurs, mes chers amis, ne prononcez pas ce mot, le jour où nous étions au sénateur (On rit).

« Il faut régler les responsabilités matérielles. Il faut que la direction des affaires du pays soit mise entre les mains des élus du suffrage universel, il faut interpréter dans ce sens l'article 8 de la Constitution.

Il faut aussi régler la procédure touchant cette responsabilité qui formulement compliquée ne pas exigée pour le vote renversant un cabinet.

Il faudrait établir que le vote formel devrait avoir lieu pour renverser le directeur des affaires car la continuité de l'effort manque chez nous; c'est l'instabilité des institutions qui fait que le pays retard. Importé au vote de réformes qui ont été réalisées dans d'autres pays et notamment en Allemagne.

Un gouvernement doit être le produit d'une démocratie plus que dans tout autre pays. Le temps manque pour cela, donnons le temps au gouvernement.

Il faut établir ces trois résultats. La marche normale du travail législatif, la souveraineté du suffrage universel et la continuité dans les efforts des représentants du pays et du gouvernement.

C'est autour de ces idées maîtresses et mêmes que doivent se grouper les membres du grand parti qui separera le parti progressiste et démocratique. C'est par ces idées qu'il faut commencer l'effort. qu'il faut apporter la hache. On vous accusera aujourd'hui d'avoir fait aujourd'hui de la politique révolutionnaire ce que nous nous avons fait cepe dant c'est de la politique de conservation... de la République. Ce que nous avons fait encore, c'est une politique d'ordre (Applaudissements).

« Ce n'est pas la factique parlementaire qui nous fait agir ainsi, c'est la raison même, car c'est la politique de réformes que la vraie politique de conservation et d'ordre.

« J'ai été longtemps le seul représentant de la politique de conciliation mais j'ai été découragé. Toutes les fois que j'ai voulu former un cabinet de concentration, j'ai fini par y renoncer.

La sesoite de deux partis existant dans la République s'est fait sentir, car maintenant la parti modéré comprend jusqu'aux défenseurs du trône, il a donc fallu se classer. C'est la peur du socialisme qui a poussé certains républicains à se jeter dans les bras du monarchisme.

Je crois que la France est tout à fait réfractaire à l'idée collectiviste qui est d'importation étrangère et dont certaines républicains veulent nous faire un épouvantail. Si la France a nommé un assez grand nombre de députés socialistes, c'est par lassitude de ne pouvoir obtenir les réformes toujours promises. (Double salve d'applaudissements.

#### La politique démocratique

M. Deschanel a parlé de la peur de la réforme assez avancé. Il y en a une autre qu'il a oubliée, c'est la peur d'être trouble dans son égoïsme. Oh ! le mal de la peur ne reconnaissons pas le mal. Ce qui désespère les partis c'est l'esprit démocratique, c'est-à-dire la confiance dans le démocratie laborieuse et le sentiment de ses besoins de justice et de fraternité.

Il faut choisir : *gouverner sans la démocratie et contre elle ou bien gouverner avec la démocratie et pour elle*. C'est là, la division fondamentale des deux partis.

M. Léon Bourgeois cite une page de Renan sur la politique du 16 mai 1877 et sur les erreurs de la Bourgeoisie opposée à la démocratie. Au fond il n'y a que deux politiques, celle des intérêts et celle des devoirs.

Pratiquer celle des devoirs c'est assurer le salut des intérêts légitimes.

On a parlé de restaurer la politique des affaires, ministère dit : « Vive Bourgeois ! » Ce sont des injures honnêtes, ne se mêlant pas, comme un égout corrupteur aux affaires publiques?

Et M. Léon Bourgeois termine par une très belle et très chaleureuse péroraison.

La lutte pour ou contre la République est finie ; la lutte pour ou contre la démocratie ne l'est pas. il y a là un devoir social de tous envers tous. Il faut faire une réalité de la souveraineté de tous.

Une véritable tempête de bravos a salué le discours de M. Bourgeois dont le nom a été acclamé par tous les convives.

## LA FÊTE des anciens militaires

Paris, 25 mai. — Aujourd'hui a eu lieu dans la grande salle du Tivoli-Vaudeville la fête annuelle des anciens militaires. La façade et le pourtour du monument étaient décorés de drapeaux russes et français. Huit mille personnes avaient pris place dans la salle.

Après l'exécution de la *Marseillaise* par la musique du 3e de ligne et l'harmonie la Lyre du Commerce, M. le colonel Sermet, président du comité, prend place sur l'estrade, entouré de M. Marcel Habert, député de Seine-et-Oise, des vétérans des armées de terre et de mer, de MM. Bazille, directeur du Théâtre, président, du comité des vétérans de l'Armée française, du commandant Ranzilloge, président des anciens *militaires de l'Infanterie de marine*, etc.

Le colonel Sever fait sonner un drapeau pendant que les drapeaux viennent se placer près de l'estrade.

Puis le présidence prononce le discours suivant :

Mesdames, Camarades,

L'an passé nous célébrions le 30 juin au cirque d'hiver la première fête générale annuelle des anciens militaires français. Vous vous souvenez de l'émotion qui s'est emparée de nous tous, émotion que vous venez de ressentir encore aujourd'hui à l'entrée des drapeaux de nos sociétés adhérentes salées par nos acclamations et par notre président, M. le Contrôleur général Maribinie.

Les présidents des sociétés des anciens militaires français qui avaient organisé cette réunion de 1895 ont compris que le but atteint par eux allait au-delà de leur espérance, qu'ils avaient en réalité célébré une fête du drapeau et qu'il convenait alors d'y faire participer à l'avenir nos plus seulement les vétérans de nos armées de terre et de mer, mais tous ceux qui à un titre quelconque, travaillent à la grandeur militaire de la France.

Désireux de grouper un jour au moins chaque année jeunes et vieux dans une affirmation solennelle de leur foi en l'avenir et en l'intégrité de la Patrie brûlée encore mutilée aujourd'hui ils ont fait de leur fête celle des sociétés patriotiques et des anciens militaires de France.

Marcher, tirer, obéir disait un jour le général Tramond, trop tôt enlevé à notre pays et à notre affection, sont les qualités maîtresses du soldat.

Ce sont aussi celles que nos sociétés s'efforcent de communiquer à nos jeunes gens.

Les Sociétés de préparation et d'instruction militaire préparent leurs muscles, les Sociétés de tir conservent aux soldats déjà formés les qualités acquises au régiment, les Sociétés de vétérans entretiennent le respect et l'amour du drapeau.

Nos adversaires de 1870 ont compris toute la force qu'ils tireraient de l'exhaltation des sentiments patriotiques des kroegerverum, je'en veux pour preuve ce passage de l'ouvrage du chancelier de Capriri, alors colonel, écrite en 1871 à un officier de la landwehr de Dusseldorf.

« Votre devoir le plus strict est de vous mettre à la tête des réservistes, des vétérans de votre localité et de maintenir